



Bordeaux, le 22 octobre 2025

Un centre de gestion qui gère de moins en moins...

Le centre de Gestion est un établissement de première importance pour les fonctionnaires territoriaux. Il est censé répondre aux questions statutaires des employeurs, suivre les CAP, les carrières, la vie des agents avec comme seule boussole, le statut.

Pourtant, on constate que nos élus ont de plus en plus recours à lui pour trouver des informations, des « tuyaux » pour préparer leurs conseils de discipline ; que les comités médicaux sont de plus en plus l'antichambre des licenciements ; pour accompagner la multiplication des contractuels dans les collectivités.

Devenir une sorte de cabinet de conseil bon marché pour les employeurs locaux, cela entraîne presque mécaniquement un recul dans la mise en œuvre de tous les aspects pouvant permettre une amélioration des conditions de travail et des carrières.

Le personnel du CdG est en souffrance !!

A quoi sommes-nous confrontés :

=> Une direction de la santé sans directeur ou directrice – pas de remplacement de la directrice (départ en arrêt maladie puis mutation)...une réorganisation très en deçà des besoins du service.

=> Plus qu'un seul médecin du travail pour toutes les collectivités !

=> Le service retraite et assurance a dû fermer cet été faute de personnel... les départs en retraite et en maladie ne sont pas remplacés... ce qui alourdi la charge de travail et entraîne... des départs et des maladies...

=> Des pages du registre santé et sécurité au travail arrachées

=> Le RI et le versement de la NBI : un groupe de travail a rendu ses conclusions. Il y aura donc plus de transparence et d'égalité de traitement nous dit-on... mais pas ou peu d'augmentation à première vue...

=> Concernant la PSC les montants mis en place au CdG sont au minimum de ce que prévoit le texte contrairement à d'autres collectivités et d'autres CdG...

A part ça, tout va très bien, Madame la Marquise, tout va très bien mais le château s'effondre !

Par contre pour la com, on fait très fort au CdG : de belles déclarations, des petits déjeuners, des décorations dans les couloirs infantilisant le personnel, et qui cachent un mal être au travail...

Cette logique austéritaire doit s'arrêter !

Ce dont ont besoin des milliers d'agents territoriaux dans le département, c'est un centre de gestion à la disposition de leurs carrières, de la mise en œuvre des dispositions statutaires, qui rappelle autant que nécessaire le droit, à ceux des employeurs qui ont trop vite tendance à l'oublier !

La CGT qui a appelé à la grève et à manifester les 10 et 18 septembre, contre les politiques d'austérité nationale condamne la déclinaison locale de ces politiques d'austérité. Nous ne voulons pas que le déni de démocratie pratiqué au plus haut sommet de l'Etat déteigne sur les pratiques du Centre de Gestion et des collectivités adhérentes !

Il n'y a pas de fatalité.

Le CdG ne doit pas devenir un cabinet de conseil, ni une PME au service de la dérèglementation dans les communes !

Les élections municipales se rapprochent et les agents territoriaux, qui sont également des électeurs sauront choisir des employeurs qui respectent leur statut, leurs carrières, leurs conditions de travail !



<https://cgtterritoriaux33.com>

